BANQUE CENTRALE DU CONGO

NOTE D'INFORMATION HEBDOMADAIRE

Numéro 03.4/2025, semaine du 21 au 28 mars 2025

CONJONCTURE ECONOMIQUE EN BREF

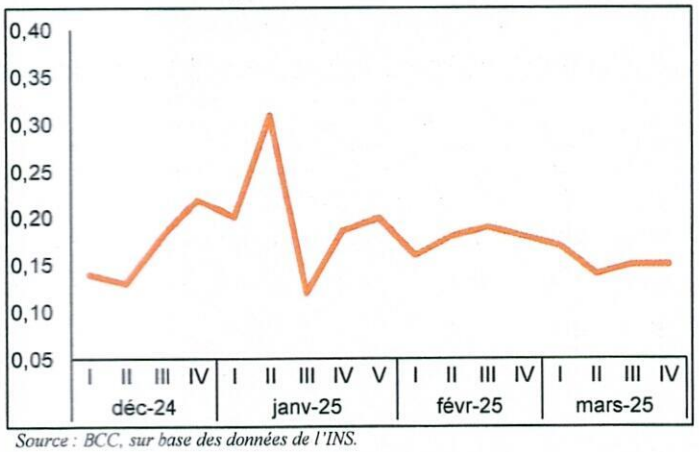
I. Développements de la conjoncture économique de la RDC et perspectives

- La situation économique en RDC demeure globalement stable, tant sur le marché des biens et services que sur celui des changes. Cette stabilité s'est manifestée par l'appréciation du franc congolais et le maintien du rythme de formation des prix intérieurs à son niveau de la semaine précédente.

1.1. Croissance économique et inflation

- D'après les dernières estimations, l'activité productive devrait progresser de 5,4 % en 2025 contre 7,9 % en 2024. Bien qu'en ralentissement, cette croissance reste supérieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne.
- Le taux d'inflation hebdomadaire, au cours de la dernière semaine de mars 2025, s'est situé à 0,15 %, soit son niveau de la semaine précédente, portant le cumul annuel à 2,35 %. En glissement annuel, le taux d'inflation a atteint 10,13 % contre 21,52 % à la période correspondante de 2024 et une prévision de 7,8 % à fin décembre 2025.

Graphique 1. Evolution du taux d'inflation hebdomadaire en 2024 et 2025 (en %)



Source : BCC, sur base des données de l'INS.

- Les fonctions de consommation « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » et « Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles » ont principalement expliqué le comportement de l'indice global.

Tableau 1. Contributions à l'inflation hebdomadaire (en %)

Fonctions de consommation	Pondération	Contribution en %	
		3e Sem mars 25	4e Sem mars 25
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	70,02	75,02	69,04
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	3,80	3,88	17,93
Santé	1,96	2,90	2,21
Transports	4,42	9,24	4,42

Source : BCC.

I.2. Comportement du taux de change

- Au 28 mars 2025, le taux de change s'est établi à 2.858,65 CDF le dollar américain et 2.879,07 CDF, respectivement sur le marché interbancaire et au parallèle. Comparativement à la situation du 14 mars 2025, la monnaie nationale s'est appréciée de 0,22 % sur le marché interbancaire et de 0,10 % sur le marché parallèle.
- En cumul annuel, le franc congolais s'est déprécié de 0,46 % à l'indicatif et 0,42 % au parallèle.

Tableau 2. Evolution hebdomadaire du taux de change en RDC

	Cours indicatif		Cours parallèle			
Date	Moyen	Var. (%)	Acheteur	Vendeur	Moyen	Var. (%)
Evolution mensuelle du taux de change, et de sa variation (en %)						
31-déc-24	2 845,46	0,03	2 858,13	2 875,63	2 866,88	0,15
31-janv-25	2 847,66	-0,05	2 858,75	2 881,88	2 870,32	-0,05
28-févr-25	2 856,10	-0,30	2 876,25	2 896,25	2 886,25	-0,55
Evolution hebdomadaire du taux de change, et de sa variation (en %)						
21-févr-25	2 855,70	-0,24	2 871,88	2 893,13	2 882,51	-0,15
28-févr-25	2 856,10	-0,01	2 876,25	2 896,25	2 886,25	-0,13
07-mars-25	2 862,18	-0,21	2 868,75	2 890,00	2 879,38	0,24
14-mars-25	2 860,63	0,05	2 866,88	2 885,63	2 876,26	0,11
21-mars-25	2 864,98	-0,15	2 872,50	2 891,25	2 881,88	-0,20
28-mars-25	2 858,65	0,22	2 869,38	2 888,75	2 879,07	0,10
Cumul annuel		-0,46				-0,42

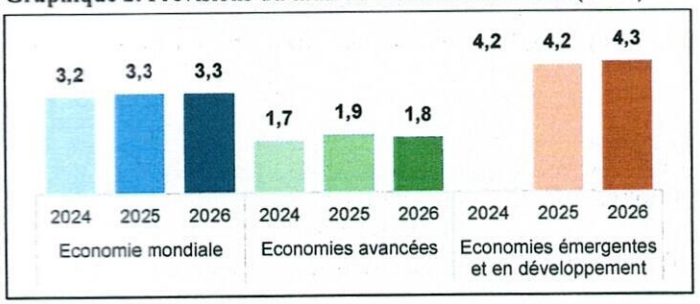
Source : BCC.

II. Facteurs explicatifs de l'évolution de la conjoncture Intérieure

2.1. Au niveau international

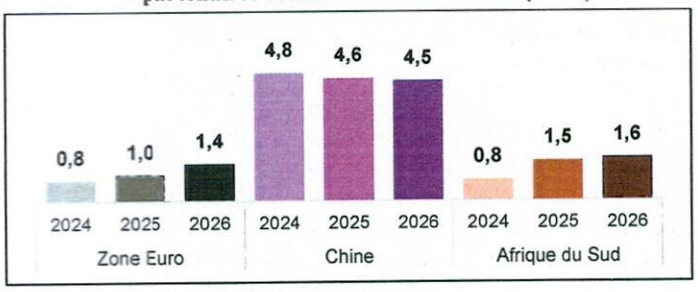
- Dans son dernier rapport sur les perspectives, l'OCDE souligne qu'après une solide croissance mondiale en rythme annualisé de 3,2 % au second semestre de 2024, celle-ci devrait s'établir à 3,1 % en 2025 et 3,0 % en 2026. Cette situation est attribuable à l'accroissement des barrières commerciales dans plusieurs économies du G20 et à l'incertitude politique.
- S'agissant de l'inflation, elle devrait être plus élevée que prévu auparavant, même s'il est attendu qu'elle recule à mesure que la croissance économique ralentit. Dans les économies du G20, l'inflation globale devrait s'établir à 3,8 % en 2025 et 3,2 % en 2026.

Graphique 2. Prévisions du taux de croissance mondial (en %)



Source : FMI (WEO, janv. 2025).

Graphique 3. Prévisions des taux de croissance des principaux partenaires commerciaux de la RDC (en %)



Source : FMI (WEO, janv. 2025).

- En rythme hebdomadaire, les cours mondiaux des produits de base intéressant l'économie congolaise ont enregistré des évolutions variées. En effet :
  - ✓ le cours du pétrole, situé à 73,0 USD le baril, affiche une hausse hebdomadaire de 1,1 % et une baisse de 1,9 % par rapport à décembre 2024 ;
  - ✓ le prix du cuivre s'est négocié à 9.763,0 USD la tonne, soit une baisse hebdomadaire de 1,2 % et une hausse de 13,0 % par rapport à son niveau de décembre 2024;
  - ✓ le prix de la tonne du cobalt s'est maintenu à son niveau de la semaine passée soit 26.578,0 USD. Par rapport à fin décembre 2024, ce cours a augmenté de 10,5 % ;
  - ✓ les prix du blé et du maïs, établis respectivement à 192,7 USD et 164,0 USD, ont connu des baisses de 5,6 % et 4,3 %, tandis que le cours du riz s'est pratiquement maintenu au même niveau. Par rapport à leurs niveaux de fin décembre 2024, il s'observe des baisses de 4,9 %, 2,8 % et 3,7 % dans l'ordre.

2.2. Au niveau domestique

- Le maintien des politiques monétaire et budgétaire prudentes ainsi que la bonne coordination de celles-ci ;
- La poursuite de la régulation de la liquidité bancaire.

III. Facteurs de risque et recommandations

3.1. Facteurs de risque

Au plan externe

- o Les répercussions, sur l'économie mondiale et les marchés mondiaux des produits de base, de l'augmentation des droits de douanes par les Etats-Unis ainsi que les mesures de représailles de ses partenaires ;
- o L'intensification des tensions géopolitiques.

Au plan interne

- o La persistance du conflit dans la partie Est du pays ;
- o Les pressions du conflit sur les finances publiques.

3.2. Recommandations

- o Le renforcement de la coordination des politiques monétaire et budgétaire, tout en maintenant l'orientation restrictive de la politique monétaire, afin de limiter les éventuelles pressions inflationnistes ;
- o La surveillance continue des facteurs de liquidité bancaire ;
- o La mise en œuvre des mesures de soutien budgétaire en faveur des secteurs les plus touchés par la crise sécuritaire ;
- o La promotion des politiques de soutien au secteur agricole pour améliorer la productivité et renforcer la sécurité alimentaire ;
- o L'investissement dans les infrastructures de base (transports, énergie), pour faciliter le commerce et attirer les investisseurs ;
- o L'accélération de la mise en œuvre des réformes structurelles visant à soutenir la diversification économique et la croissance.